



COMMUNIQUÉ

Le dernier document de l'Organisation mondiale du commerce, une menace pour les producteurs de lait, de volaille et d'œufs

Canadian dairy, poultry & eggs

Secteurs canadiens des produits laitiers, de la volaille et des œufs

Ottawa, le 18 juillet 2007— Les dirigeants agricoles des secteurs du lait, de la volaille et des œufs ont rejeté le premier projet de document sur les modalités en agriculture déposé hier par Crawford Falconer, président des négociations commerciales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y voyant une menace pour l'avenir des industries canadiennes du lait, de la volaille et des œufs.

« Ce document confirme les graves préoccupations dont nous nous étions ouverts aux ministres de l'Agriculture en juin », a déclaré Jacques Laforge, président des Producteurs laitiers du Canada (PLC), à Calgary, où il assiste à l'assemblée annuelle des PLC. « Ces modalités nuisent à la gestion de l'offre : le nombre de produits sensibles permis est trop restreint, et ils sont traités très durement. Ces modalités illustrent pourquoi le Canada doit travailler avec acharnement pour obtenir un accord sur l'agriculture qui appuiera la gestion de l'offre : il y a des dispositions qui offrent clairement de la flexibilité aux autres pays mais aucune pour les secteurs en gestion de l'offre du Canada. »

David Fuller, président des Producteurs de poulet du Canada, a aussi réagi vivement à la nouvelle du projet de texte proposé sur les modalités, à Kelowna, où il assiste à une réunion de son Conseil :

« Le texte forcerait effectivement les agriculteurs canadiens à réduire leur production pour laisser entrer des produits d'origine étrangère, au moment même où les consommateurs réclament de plus en plus des aliments produits localement, a-t-il expliqué. Il constitue même un danger pour la capacité d'un pays de décider d'où il veut que proviennent ses aliments. Le gouvernement canadien doit se montrer ferme la semaine prochaine à Genève et dire clairement à ses partenaires commerciaux qu'il ne saurait accepter ce texte. »

Les producteurs de lait, de volaille et d'œufs ont réitéré que le gouvernement du Canada doit s'employer d'urgence à trouver des moyens d'infléchir l'orientation des négociations et d'obtenir un résultat positif à l'OMC. Le gouvernement doit préserver les piliers de la gestion de l'offre pour que les négociations n'aient pas d'impact économique négatif sur les producteurs en gestion de l'offre.

*Dairy Farmers of Canada /
Les Producteurs laitiers du
Canada*

1101-75 rue Albert St.
Ottawa ON K1P 5E7
T • (613) 236-9997
F • (613) 236-0905

*Chicken Farmers of Canada /
Les Producteurs de poulet du
Canada*

1007-350 rue Sparks St.
Delta Office Tower
Ottawa ON K1R 7S8
T • (613) 241-2800
F • (613) 241-5999

*Canadian Egg Marketing Agency /
Office canadien de commercialisation
des œufs*

1501-112 rue Kent St.
Ottawa ON K1P 5P2
T • (613) 238-2514
F • (613) 238-1967

*Canadian Turkey Marketing Agency /
Office canadien de commercialisation
du dindon*

7145 avenue West Credit Avenue
Bldg./Bâtiment 1, Suite 202
Mississauga ON L5N 6J7
T • (905) 812-3140
F • (905) 812-9326

*Canadian Broiler Hatching Egg
Marketing Agency /
Office canadien de commercialisation
des œufs d'incubation de poulet à
chair*

1101-75 rue Albert St.
Ottawa ON K1P 5E7
T • (613) 232-3023
F • (613) 232-5241

« Ce texte montre que le Canada perd du terrain dans ses efforts de défense de la gestion de l'offre depuis le dépôt du « document sur les défis » de Falconer en juin », a dit pour sa part Gyslain Loyer, président de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet à chair. « Le nombre de lignes tarifaires proposées pour les produits sensibles est encore moins qu'il y a un mois, et seulement la moitié de ce qu'il faudrait pour que les produits laitiers, les œufs et la volaille puissent même être comptés dans cette catégorie des produits sensibles. »

Comme certains ont l'intention de se rendre à Genève la semaine prochaine, les dirigeants des producteurs de lait, de volaille et d'œufs du Canada continuent d'offrir leur collaboration pour discuter de la stratégie de négociation et de tous les outils qui aideraient à obtenir un résultat final positif des négociations. « Le gouvernement ne doit plus perdre de temps et doit s'employer immédiatement à trouver des moyens de négocier des dispositions souples pour le lait, les œufs et la volaille canadiens », de dire Laurent Souigny, président de l'Office canadien de commercialisation des œufs.

- 30 -

RENSEIGNEMENTS:

Bernadette Cox
Gérante, Affaires publiques et corporatives
Office canadien de commercialisation des œufs
(613) 238-2514 x 235

Thérèse Beaulieu
Directrice adjointe, communications et politiques
Les Producteurs laitiers du Canada
(613) 236-9997